

**DIFFUSION RESTREINTE**

TD\_RIGALI\_1994\_00005.txt

Wed May 20 21:17:56 2020 1

A700000012330D1460005.14T\000=4-DD

-4DAM

-CM5 CMB 2STR CMC CM4 3NU 2DJ 2DIP PR3 PR4 PR5

- DIFF

TD KIGALI 5

LE 3 JANVIER 1994

KGLI LE 03/01/94 A 17H39

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : L'AMBASSADEUR

NB : DISTRIBUTION DIRECTEURS

AD DIPLOMATIE 5

CQ ARMEES PARIS 1

CQ BUJUMBURA 1

CQ KAMPALA 1

CQ NAIROBI 1

CQ DFRA NEW YORK 1

NB : SERVIR : DAM - NU - CM5 - CMB - PM1 - PR4 - PR5

TXT

CQ MINDEFENSE PARIS 1

CQ BRUXELLES 1

CQ DAR ES SALAM 1

CQ KINSHASA 1

CQ WASHINGTON 1

OBJET : RETARD DANS LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE TRANSITION.

REFERENCE : TD KIGALI 1267.

RESUME : TROIS JOURS APRES LA DATE QUI AVAIT ETE ARRETEE PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS ET LE FPR POUR LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS DE TRANSITION A BASE ELARGIE, LA SITUATION RESTE BLOQUEE, MALGRE LES PRESSIONS DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES ET DES PAYS OBSERVATEURS.

TEXTE : LE GOUVERNEMENT RWANDAIS ET LE FPR S'ETAIENT ENGAGES, DANS UNE DECLARATION CONJOINTE SIGNEE LE 10 DECEMBRE A KINIHIRA, SOUS L'EGIDE DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, A METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS DE TRANSITION AVANT LA FIN DE L'ANNEE.

LES RESPONSABLES ET LE BATAILLON DU FPR SONT ENTRES A KIGALI LE 28 DECEMBRE SOUS ESCORTE DE LA MINUAR ET ONT ETE INSTALLES DANS LES BATIMENTS DU PARLEMENT.

LES NOUVELLES INSTITUTIONS NE SONT TOUTEFOIS PAS ENCORE EN PLACE, EN RAISON DES DIVERGENCES QUI PORTENT SUR LE CHOIX DES MINISTRES ET PARLEMENTAIRES ISSUS DES 2 PARTIS DE LA FUTURE COALITION : LE MDR ET LE PL.

LES CAUSES DE CE BLOCAGE SONT D'ORDRE ESSENTIELLEMENT POLITIQUE. LE CHEF DE L'ETAT ET SES PARTISANS CONSIDERENT QU'AU SEIN DES FUTURES INSTITUTIONS, DEUX PARTIS, LE PSD ET LE PDC, S'ALLIERONT SYSTEMATIQUEMENT AU FPR. LE MRND (PARTI PRESIDENTIEL), SEUL, NE DETIENT PAS LA MINORITE DE BLOCAGE D'UN TIERS (IL A 5 PORTEFEUILLES MINISTERIELS SUR 21, 11 SIEGES A L'ASSEMBLEE SUR 70). IL LUI FAUT DONC TROUVER DES FORCES D'APPOINT.

CE CALCUL EXPLIQUE LE ROLE STRATEGIQUE DU MDR ET DU PL, L'UN ET L'AUTRE DIVISES EN 2 TENDANCES, DONT L'UNE EST PLUTOT CONSIDEREE COMME FAVORABLE AU CHEF DE L'ETAT ET L'AUTRE AU FPR.

OR, M. TWAGIRAMUNGU, FUTUR PREMIER MINISTRE, S'EST PRONONCE DANS L'UN ET L'AUTRE CAS POUR LA FACTION LA MOINS FAVORABLE AU CHEF DE L'ETAT.

LE FPR, QUANT A LUI, OBSERVE LA SITUATION ET, TOUT EN PLAIDANT AVEC UNE CERTAINE DISCRETION EN FAVEUR DE M. TWAGIRAMUNGU, INSISTE SUR L'URGENCE DE LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS, RAPPELLE QU'IL A FAIT EN CE QUI LE CONCERNE TOUT CE QUI LUI ETAIT DEMANDE ET MENACE SI LA SITUATION ACTUELLE PERSISTE DE QUITTER KIGALI ET REGAGNER SA

**DIFFUSION RESTREINTE**

360

**DIFFUSION RESTREINTE**

TD\_KIGALI\_1994\_00005.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

2

ZONE.

LE BLOCAGE EST TOTAL, D'AUTANT PLUS QUE LA CRAINTE PROFONDE DU CHEF DE L'ETAT EST DE SE VOIR MIS EN ACCUSATION PAR L'ASSEMBLEE NATIONALE (LA MAJORITE EST DE 2/3) ET FRAPPE D'EMPECHEMENT. DANS CE CONTEXTE, LA PROPOSITION QU'A FAITE M. TWAGIRAMUNGU DE CONFIER LA JUSTICE A UN MEMBRE TUTSI DU PL LUI EST APPARUE COMME UNE VERITABLE PROVOCATION. L'ETHNIE TUTSI ETANT, MALGRE LES PROPOS DES UNS ET DES AUTRES, TOUJOURS ASSIMILEE AU FPR, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE EST CONVAINCU QUE LE FRONT, EN DETENANT A LA FOIS LA GENDARMERIE, L'INTERIEUR ET LA JUSTICE, AURAIT EN MAINS TOUS LES INSTRUMENTS DE SA DECHEANCE.

TOUT EN POURSUIVANT LES CONTACTS, LES PARTIES EN PRESENCE ONT MULTIPLIE CES DERNIERS JOURS LES MANOEUVRES POLITIQUES D'INTIMIDATION. A LA MENACE AGITEE PAR M. TWAGIRAMUNGU ET SES PARTISANS DE METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS SANS LE CHEF DE L'ETAT, CE DERNIER A REPONDU EN FAISANT PLANER L'IDEE QUE LE FUTUR PREMIER MINISTRE POURRAIT SE VOIR ECARTE S'IL ETAIT INCAPABLE DE FORMER SON GOUVERNEMENT. TOUTES CES MANOEUVRES ET DECLARATIONS RELEVANT DU BLUFF PLUS QUE DE L'INTENTION REELLE -M. TWAGIRAMUNGU A RECULE DEVANT LA FERMETE DU PRESIDENT HABYARIMANA ET CE DERNIER ADMET EN PRIVE QU'IL NE PEUT PAS METTRE LE FUTUR PREMIER MINISTRE A L'ECART - MAIS ALOURDISSENT LE CLIMAT.

C'EST DANS CE CONTEXTE QUE SE DEROULENT DEPUIS 3 JOURS LES EFFORTS DE LA COMMUNAUTE DIPLOMATIQUE AU RWANDA. M. BOOH-BOOH, REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL, ESSAIE DEPUIS LE 31 DECEMBRE D'ORGANISER UNE RENCONTRE ENTRE LE PRESIDENT HABYARIMANA ET LE GENERAL KAGAME, EN VAIN POUR L'INSTANT. IL A DISSUADE LE PREMIER MINISTRE DE TOUTE TENTATIVE DE METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS SANS LE CHEF DE L'ETAT ET VIENT AUJOURD'HUI DE PRONONCER UNE MISE EN GARDE TRES FERME AUX DIRIGEANTS RWANDAIS, SOULIGNANT L'ECHANCE DU 5 JANVIER AU CONSEIL DE SECURITE ET LE CALENDRIER LIE AUX INSTITUTIONS DE BRETTON-WOODS, ET LES APPELANT A TROUVER SANS DELAI UNE SOLUTION.

LE NONCE APOSTOLIQUE ET LES REPRESENTANTS DES 4 PAYS OBSERVATEURS A ARUSHA, RECUS LE 1ER JANVIER PAR M. TWAGIRAMUNGU ET CE MATIN PAR LE PRESIDENT HABYARIMANA, ONT TENU LE MEME LANGAGE. UN CONTACT DANS LE MEME SENS SERA PRIS DEMAIN AVEC LE PRESIDENT DU FPR./.

MARLAUD

**DIFFUSION RESTREINTE**